

Conseil Municipal

Lundi 9 Septembre 2024

Compte-rendu

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 2 Septembre 2024.

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (21 membres).

Ont donné procuration : DESSE Janique (à TOURNAY Sylvie), DESSE Perrine (à DENYS Agnès), PALMISTE Logan (à CARON Marianne), N'DIAYE Betty (à GEORGES Hugo), OUMHETA Bilel (à BAUDOUX Bernard) . (5 membres).

Excusés : DEHIER Philippe, DURSENT Sébastien, YEDDOU Leïla. (3 membres).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Le maire ouvre la séance en proposant à l'assemblée d'accepter un point en additif afin de délibérer sur l'octroi de la subvention versée au Comité de jumelage avec Quedlinburg. Pas d'avis contraire.

Plusieurs annonces sont ensuite faites :

- Félicitations aux joueuses du SAHB qui entament cette année leur entrée en D1, largement soutenues par les bénévoles, les encadrants et le public. Seul bémol : la ville n'a pas de salle agréée par la fédération pour jouer à ce niveau. Raison pour laquelle les matchs se déroulent à Maubeuge même si des échanges sont en cours pour obtenir quelques rencontres à Aulnoye-Aymeries. Le club a d'ailleurs pris le soin d'apporter la coupe pour la présenter aux élus.

- Félicitations également à l'EFAC qui parvient à se maintenir en N2, figurant de ce fait parmi les 100 meilleures équipes nationales.

- Monsieur Baudoux convie les élus à assister à la pose de la première pierre de la résidence intergénérationnelle à l'angle des rues Barbusse et Saint Martin. Monsieur Franck Porier, président du directoire d'Habitat du Nord, sera présent pour l'occasion.

- Futur commissariat. Les policiers intégreront leurs nouveaux locaux le 7 Octobre. Une entrée retardée par la dissolution surprise du gouvernement et la tenue des Jeux Olympiques.

- PCA. Une commission d'appels d'offres vient d'avoir lieu pour permettre à la structure de se doter de matériels scéniques qualitatifs. Monsieur Baudoux souligne que la structure va monter en

puissance sur la scène culturelle du territoire. La publication de la fin de saison 2024 en atteste avec plusieurs grands rendez-vous à venir (notamment Olivia Ruiz).

- Fermeture pour travaux de l'Aiguade. Monsieur Baudoux cède la parole à Mme Denys, par ailleurs conseillères déléguées en charge des équipements sportifs pour l'AMVS. Ce sont 3 470 000 € HT qui vont être injectés pour rénover la piscine aulnésienne d'ici Avril 2025. Le chantier englobe la seconde phase de rénovation de la toiture, les menuiseries, l'éclairage LED, la pose de panneaux solaires et photovoltaïques, le remplacement des chaudières, de la centrale de traitement d'air et la réfection du bassin sportif. A terme, plus de 50% d'économies d'énergies sont escomptées. Quant aux CM1 et CM2, leur quota d'heures de natation sera réalisé à compter d'avril pour compenser les effets de la fermeture.

- David Volkaert, adjoint en charge de l'environnement et du développement durable, invite les élus et la population à prendre part massivement aux actions programmées dans le cadre de la World Cleanup Day. Impulsées par les centres sociaux, les associations, trois journées d'actions sont proposées au public du 18 au 22/09.

- Le Maire félicite ensuite l'arrivée de nouveaux commerçants à savoir L'onglerie (Place Serge Juste), 3 Petits points (rue PVC), les Petits plats de Gong Hao (traiteur asiatique Rue JJ Rousseau) et l'arrivée prochaine de la Friperie d'Angélique (Rue PVC). Sans oublier la seconde boulangerie Maguin, Rue La Fontaine. Il en profite pour évoquer la bonne avancée des travaux des Marquises (Action et Burger King). Quant aux 400 m2 restants, des investisseurs sont actuellement en pourparlers pour attribuer les 3 dernières cellules.

Ouverture de la séance :

Décisions de Monsieur le Maire :

- **46** : Attribution du marché Public "Aménagement et entretien des espaces verts"

Lot 1 : axes principaux à SARL Laurent Laboureur pour un montant forfaitaire de 58 467 €

Lot 2 : réservé aux Ateliers du Val de Sambre pour un montant forfaitaire de 95 319 €

- **47** : Souscription auprès du Crédit Agricole d'une ligne de trésorerie d'un montant de 600 000 € (05/07/2024)

- **48** : Marché fourniture et acheminement du gaz naturel pour les sites et services associés à Total Energies pour un montant estimatif de 357 833 € (Juillet 2024) **Monsieur Baudoux souligne que si cette hausse a pu être contenue, elle augmente tout de même de 60 000 € (soit + 20%). Une montée qui conforte la commune dans ses programmes de rénovation thermique des bâtiments.**

- **49** : Marché de services liés à l'exploitation des installations de chauffage, ventilation, production d'ECS froid et traitement d'eau des bâtiments communaux du groupement de commande ville et CCAS à Dalkia pour un montant estimatif de 890 534 € (Juillet 2024) **Ce marché est attribué à Dalkia pour 8 ans et porte uniquement sur l'entretien des installations.**

- **50** - Demande de subvention au titre du FDU de la CAMVS pour le projet de Requalification globale du Centre Administratif, de l'Hôtel de ville et de la place du Docteur Guersant à hauteur de 1 202 702 € (Août 2024). **Précisions de Monsieur Baudoux, ce projet de requalification de la Place du Docteur Guersant s'appuie sur la plantation de 80 arbres afin de créer une coulée verte jusqu'au Château d'eau. S'ajoutera un parking à vocation multiple (école, centre administratif, salle des fêtes, théâtre...). Notons que l'entrée de l'école Joliot Curie sera à terme inversée et donc sécurisée.**

- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 6 Juin 2024 [Pas d'avis contraire](#)

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

1) PRESENTATION PLH ET APPROBATION DU PROGRAMME 2025 – 2030

Lors de sa séance du 10/07/2024, le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) 2025 – 2030. 4 orientations ont été axées :

- Amplifier l'amélioration du parc de logements existants pour un cadre de vie attractif
- Calibrer le développement de l'offre nouvelle de logements et soutenir une production de qualité
- Permettre à l'ensemble des ménages de se loger et fluidifier les parcours résidentiels
- Assurer une gouvernance et un pilotage efficace du PLH pour engager l'ensemble des partenaires dans la réalisation des objectifs.

Où l'exposé du programme local de l'habitat, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les objectifs territorialisés énoncés.

[Monsieur le Maire clôt provisoirement la séance pour permettre à Mme Adèle Hervé, Directrice de l'habitat et du renouvellement urbain à l'AMVS d'évoquer le programme envisagé pour les 5 prochaines années. Voir Support de présentation en annexe.](#)

[Mme Hervé et M Baudoux rappellent le contexte dans lequel est élaboré ce PLH : renforcement des centralités territoriales, approcher l'objectif du Zéro artificialisation nette \(ZAN\), renouvellement de l'habitat ancien, résorption de l'habitat insalubre avec le permis de louer.](#)

[Madame Hervé précise que le territoire doit accentuer ses efforts envers les personnes porteuses de handicap et les populations vieillissantes. Tous s'entendent pour reconnaître qu'il y a une très forte attente en terme de logements sociaux. La transformation des cellules familiales \(familles monoparentales, gardes partagées\) multiplie les besoins sans pour autant permettre de satisfaire de nouvelles familles.](#)

[Sylvie Tournay, adjointe au logement, s'inquiète de l'explosion des surloyers pour certains ménages et sur leurs capacités à pouvoir continuer de s'acquitter de leurs loyers sur le long terme.](#)

[Isabelle Mairiaux, conseillère, rappelle qu'auparavant les locataires bénéficiaient d'un parcours et d'un accompagnement pour devenir accédant. Or, la flambée des prix des matériaux et la baisse des revenus pénalisent une grande partie de ces personnes. Autant de raisons qui impliquent la réussite de ce PLH.](#)

[Madame Mairiaux interroge les élus sur le projet de construction débuté Rue de Maubeuge et s'inquiète pour les répercussions à venir sur le flux de circulation de cet axe très usité. Monsieur Thurette, DGS, explique qu'il s'agit d'un programme porté par un investisseur privé pour le compte du bailleur Partenord. Il s'agira de logements collectifs de Types 2 et 3.](#)

[Le débat étant épuisé, Monsieur le Maire rouvre la séance afin de procéder au vote.](#)

[Le PLH 2025 – 2030 est approuvé à l'unanimité sans remarque particulière.](#)

FINANCES

Brigitte Leroy, adjointe aux finances, prend la parole pour évoquer les points à venir.

2) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 DU BUDGET PRINCIPAL

Section de Fonctionnement :

Recette :

- Inscription au chapitre 002 « Reprise de résultat de fonctionnement reporté » un montant de 2 467 099.62 €
- Inscription au chapitre 731 « Fiscalité locale » d'un montant de 50 000 € correspondant principalement à la revalorisation des bases de la taxe foncière.
- Inscription au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » pour un montant de 74 989 € correspondant aux réajustements des dotations
- Inscription au chapitre 75 « Autres produits de gestion courants » d'un montant de 50 000 € correspondant au reversement d'une partie de l'excédent du budget annexe « bâtiment centre-ville Florentine ».

Dépense :

- Inscription au chapitre 011 « Charges à caractères général » d'un montant de 197 264 € correspondant principalement à l'augmentation du marché entretien des espaces vert, au marché de fourniture de gaz, à l'élagage, à la reprise en régie de l'organisation du marché de Noël, une enveloppe pour d'éventuelle prestation informatique, à la revalorisation du loyer de la maison de santé ..
- Inscription au chapitre 012 « charges de personnel » d'un montant de 2 480 € correspondant à des régularisations d'IFSE suite à des évolutions de grade.
- Diminution du chapitre 65 « Charges de gestion courantes » d'un montant de 90 637.08 € correspondant principalement au réajustement de la participation versée au budget annexe CSC la Florentine et l'inscription de crédits pour des créances irrécouvrables.
- Inscription au chapitre 67 « Charges exceptionnelles » d'un montant de 28 000 € correspondant à des annulations de titre sur exercice antérieur.
- Inscription au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » d'un montant de 2 504 981.70 €.

• **Section d'investissement :**

Les reports issus du compte administratif 2022 pour un montant de :

- 766 648.47 € en recettes
- 518 759.28 € en dépenses

Recette :

- Inscription au chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » d'un montant de 2 504 981.70 €.
- Reprise au chapitre 001 « Excédent d'investissement » d'un montant de 785 790.63 €
- Diminution du chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » pour un montant de 2 136 058 €.
- Diminution du chapitre 13 « Subvention d'équipement » d'un montant de 834 206 € correspondant principalement à des projets reportés en 2025

Dépense :

- Inscription au chapitre 20 « Incorporelles incorporelles » d'un montant de 111 984 € correspondant à de la maîtrise d'ouvrage.
- Diminution au chapitre 21 « Immobilisations corporelles » d'un montant de 155 856.08 € correspondant principalement au report sur 2025 d'une opération EPF .
- Inscription au chapitre 23 « Immobilisations en cours » d'un montant de 612 269.60 € correspondant à des réajustements sur certains projets, le report de certaines dépenses sur 2025 ainsi qu'une inscription d'un montant de travaux pour vient équilibrer le budget.

Monsieur le Maire évoque un budget cohérent, réajusté au regard de l'évolution des recettes. Parmi elles, comme l'évoque Madame Leroy : + 50 000 € de recettes de fiscalité, + 20 000 € (subvention Politique de la ville), + 54 989 € (dotations DSR, DSU....)....

Quant aux dépenses nouvelles, sont citées : programmation culturelle de fin d'année (26 994 €), espaces verts (30 000 €), Transports des scolaires pendant les travaux de Ladoumègue (15 000 €), Reprise en régie du marché de Noël, Elagage (15 000 €).....

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration)

3) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 DU BUDGET ANNEXE CSC LA FLORENTINE

Le conseil municipal a voté en date du 28 mars 2024 notamment le budget primitif

du budget annexe « Centre Social Florentine ». Aujourd'hui, il est proposé au conseil municipal le budget supplémentaire de ce budget annexe.

Le budget supplémentaire permet de procéder à des ajustements des crédits votés au budget primitif et de prendre en compte des opérations nouvelles ou des annulations de crédits. Il permet également d'intégrer les résultats de l'exercice 2023 que les restes à réaliser en dépenses.

• Section de fonctionnement :

Recette :

- Inscription au chapitre 002 « Reprise du résultat de fonctionnement reporté » d'un montant de 161 637.84 €
- Inscription au chapitre 013 « Atténuation de charges » d'un montant de 200 €
- Diminution du chapitre 70 « Prestations de services » d'un montant de 20 000 € .
- Diminution du chapitre 74 « Dotations et subventions » d'un montant de 112 774.08 € correspondant principalement au réajustement de la contribution versée par le budget principal de la ville et a des réajustements de subvention CAF.

Dépense :

- Inscription du chapitre 011 « Charges à caractère général » d'un montant de 24 950 € correspondant principalement à des petits travaux de réfection du bâtiment,
- Inscription au chapitre 042 « opération d'ordre » un montant de 2 000 € correspondant aux dotations aux amortissements
- Inscription au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » d'un montant de 2 113.76 €

• Section d'investissement :

Les reports issus du compte administratif 2023 pour un montant de :

- 1 700.82 € en dépenses

Recette :

- Inscription au chapitre 001 « Reprise du résultat d'investissement reporté » d'un montant de 3 096.66 €
- Inscriptions au chapitre 040 « Opération d'ordre » un montant de 2 000 € correspondant aux dotations aux amortissements.
- Diminution au chapitre 13 « Subvention d'investissement » d'un montant de 6 000 € correspondant aux recettes inscrites pour des travaux reportées.
- Inscription au chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » pour un montant de 2 113.76 €

Dépense :

- Diminution du chapitre 21 « Immobilisations corporelles » d'un montant de 490, 40 € .

Le Conseil Municipal est invité à valider le budget supplémentaire 2024 du budget annexe CSC Florentine.

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

4) BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2024 DU BUDGET ANNEXE BATIMENT CENTRE-VILLE

Le conseil municipal a voté en date du 28 mars 2024 notamment le budget primitif du budget annexe « Bâtiment Florentine centre-ville ». Aujourd'hui, il est proposé au conseil municipal le budget supplémentaire de ce budget annexe.

Le budget supplémentaire permet de procéder à des ajustements des crédits votés au budget primitif et de prendre en compte des opérations nouvelles ou des annulations de crédits. Il permet également d'intégrer les résultats de l'exercice 2023.

- **Section de fonctionnement :**

Recette :

- Inscription au chapitre 002 « Reprise du résultat de fonctionnement reporté » d'un montant de 80 750.84 €

Dépense :

- Inscription au chapitre 67 « Charges exceptionnelles » d'un montant de 30 750.84 €
- Inscription au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » un montant de 50 000 € correspondant au reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement au budget principal.

- **Section d'investissement :**

Recette :

- Inscription au chapitre 001 « Reprise de résultat d'investissement reporté » d'un montant de 58 941.53 € .

Dépense :

- Inscription au chapitre 16 « Emprunt et dettes assimilées » un montant de 58 941.53 € .

Le Conseil Municipal est invité à valider le budget supplémentaire 2024 du budget annexe « Bâtiment – centre-ville »

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

5) MODIFICATION DES MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION VERSEE DU BUDGET PRINCIPAL AU BUDGET ANNEXE CSC LA FLORENTINE

Suite à la reprise de résultat de l'exercice 2023 et aux différents ajustements de crédits inscrits au budget supplémentaire 2024, il convient de modifier le montant de la contribution versée. Celle-ci passe de 807 185 € à 714 087.92 €.

Il est rappelé que des acomptes ont été versées pour un montant de 563 275 €.

Les acomptes pour les mois de septembre, octobre et novembre seront de 37 704 € et celui de décembre seront d'un montant de 37 700.92 €.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser la modification des modalités de versement de la contribution versée du budget principal au budget annexe CSC Florentine.

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

6) REVERSEMENT D'UNE PARTIE DE L'EXCEDENT 2023 DU BUDGET ANNEXE BATIMENT CENTRE-VILLE

Lors du conseil du 6 juin dernier a été délibéré l'affectation de résultat 2023 du budget annexe « Bâtiment Florentine centre-ville » comme suit :

- Excédent d'investissement pour un montant de 58 941.53 €
- Excédent de fonctionnement pour un montant de 80 750.84 €

Le Conseil Municipal est invité à autoriser le reversement d'une partie de l'excédent 2023 du budget annexe « Bâtiment – centre-ville »

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

7) MODIFICATION AP/CP CENTRE ADMINISTRATIF

Les trois prochains points visent à réajuster les dépenses par rapport aux projets.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Les Crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Ce projet ambitieux, qui vise principalement à réduire nos consommations d'énergie, se décompose en plusieurs volets:

- La réhabilitation thermique, énergétique et fonctionnelle du centre administratif que l'on dénommera à terme Claude Erignac, Les travaux comprennent notamment le réaménagement global du bâtiment

pour le rendre plus fonctionnel, la mise aux normes des installations électrique, informatique, de chauffage et de ventilation, le remplacement de la chaudière gaz par un chaudière biomasse

- La mise en valeur de l'Hôtel de Ville, ancienne mairie, qui accueille notre salon d'honneur pour les grandes réceptions et des salles de réunions pour les extérieurs. Ces travaux consistent en un rafraichissement des façades Art Déco qui depuis leur dernière rénovation il y a 25 ans ont pris les affres du temps.
- La démolition de l'ancienne caserne des pompiers, vide depuis leur transfert dans de nouveaux locaux rue La Fontaine toujours à Aulnoye Aymeries, et de l'ancienne école Joliot Curie occupé actuellement par l'association les Nuits Secrètes.
- Le traitement paysager de la place Guersant où sont concentrés tous ces édifices publics, plus la salle des fêtes, véritable rotule entre le centre-ville et le quartier ANRU qui comporte l'essentiel de nos équipements de services.

Dans le cadre du budget ville, il est nécessaire de créer une AP/CP afin de prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

Il est proposé de délibérer l'étalement du projet de la manière suivante :

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2024	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Crédit de paiement 2026
DEPENSE	8 517 737,01	148 731,41	5 525 000,00	2 844 005,60	-
Maitre d'œuvre et travaux du centre administratif	6 237 737,01	148 731,41	5 150 000,00	939 005,60	-
Maitre d'œuvre et travaux de VRD	1 920 000,00		15 000,00	1 905 000,00	-
Travaux Hôtel de ville	360 000,00		360 000,00	-	-
RECETTE	8 517 737,01	148 731,41	5 525 000,00	2 844 005,60	-
Région	1 000 000,00		400 000,00	300 000,00	400 000,00
Etat	3 500 000,00		2 000 000,00	800 000,00	700 000,00
Département PTS	1 000 000,00		400 000,00	400 000,00	200 000,00
FCTVA	1 397 249,58		24 397,90	906 321,00	466 530,68
FDC CAMVS	797 000,00		318 800,00	-	478 200,00
Part à charge	823 487,43	148 731,41	2 381 802,10	437 684,60	- 2 244 730,68

Au vu de l'avancement de la facturation des travaux par les entreprises, de l'actualisation des marchés et de l'intégration de la maîtrise d'œuvre pour la voirie, il est nécessaire de modifier l'échéancier des crédits de paiements de l'AP de la manière suivante :

Requalification globale du Centre Administratif, de l'Hôtel de ville et de la place du

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2024	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Crédit de paiement 2026
DEPENSE	9 239 459,01	148 731,41	5 721 044,00	3 369 683,60	-
Maitre d'œuvre et travaux du centre administratif	6 268 997,01	148 731,41	5 177 084,00	943 181,60	
Maitre d'œuvre	210 462,00		100 000,00	110 462,00	-
Traitement paysager de la place du docteur Guersant	2 040 000,00		42 360,00	1 997 640,00	
Travaux Hôtel de ville	360 000,00		360 000,00	-	-
Démolition des anciennes casernes et école	360 000,00		41 600,00	318 400,00	
RECETTE	9 239 459,01	148 731,41	5 721 044,00	2 768 332,56	-
Région	750 000,00		225 000,00	375 000,00	150 000,00
Etat	3 500 000,00		2 000 000,00	800 000,00	700 000,00
Département PTS	1 000 000,00		400 000,00	400 000,00	200 000,00
FCTVA	1 515 640,86		24 397,90	938 480,06	552 762,90
FDC CAMVS	1 202 702,09		360 810,63	601 351,05	240 540,42
Part à charge	1 271 116,06	148 731,41	2 710 835,47	254 852,50	- 1 843 303,32

Le Conseil Municipal est invité à autoriser les modifications AP/CP concernant le chantier du centre administratif telles qu'exposées.

Vote : Majorité – 3 Abstentions (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

8) MODIFICATION AP/CP LADOUMEGUE

Les salles de sport sont devenues incontournables dans la vie de la cité. Problème : elles sont énergivores. Ce projet de requalification de la salle de sports Ladoumègue vise à améliorer l'efficacité énergétique en assurant son autosuffisance énergétique et fonctionnelle.

Dans le cadre du budget supplémentaire ville, il est nécessaire de réviser l'AP/CP afin de prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

Révision n°1 :

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2024	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025
DEPENSE	2 089 580,25	153 080,25	1 936 500,00	-
Etude faisabilité	37 974,00	11 377,06	26 596,94	
AMO	133 200,00	84 096,94	49 103,06	
Travaux de désamiantage	57 606,25	57 606,25		
Travaux	1 860 800,00		1 860 800,00	
RECETTE	2 089 580,25	153 080,25	1 936 500,00	-
ETAT	392 640,00		392 640,00	
ANS	600 000,00		600 000,00	
Région	200 000,00		200 000,00	
FCTVA	342 774,74		25 111,28	317 663,46
FDC CAMVS	273 950,00		273 950,00	
Part à charge	280 215,51	153 080,25	444 798,72	- 317 663,46

Au vu de l'avancement de la facturation des travaux par les entreprises et d'une vue cohérente sur le projet global. Il est donc nécessaire de modifier l'échéancier des crédits de paiements de l'AP de la manière suivante :

Révision n°2 :

	Autorisation de programme TTC	Mandatement avant 2024	CP 2024	CP 2025
DEPENSE	2 248 161,82	152 257,19	2 095 904,63	-
Etude faisabilité	37 107,60	10 554,00	26 553,60	
AMO	133 200,00	84 096,94	49 103,06	
Travaux de désamiantage	57 606,25	57 606,25		
Travaux avec avenants	2 020 247,97		2 020 247,97	
RECETTE	2 248 161,83	152 257,19	2 095 904,63	-
ETAT	392 640,00		392 640,00	
ANS	600 000,00		600 000,00	
Région	200 000,00		200 000,00	
FCTVA	368 788,47		24 976,27	343 812,20
FDC CAMVS	334 164,10		334 164,10	
Part à charge	352 569,26	152 257,19	544 124,26	- 343 812,20

Le Conseil Municipal est invité à **approuver** la révision n°2 de l'autorisation de programme et les crédits paiement – Rénovation énergétique de la salle Ladoumègue.

Vote : Majorité – 3 Abstentions (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

9) CREATION DE L'AP/CP : CONSTRUCTION D'UNE UNITE CHALEUR URBAINE

Dans le cadre du budget ville, il est nécessaire de créer une AP/CP afin de prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

Il est proposé de délibérer l'étalement du projet de la manière suivante :

	Autorisation de programme TTC	Crédit de paiement 2024	Crédit de paiement 2025	Crédit de paiement 2026
DEPENSE	1 492 497,77	50 000,00	1 442 497,77	-
Maitre d'œuvre	46 641,00	20 000,00	26 641,00	
Travaux	1 445 856,77	30 000,00	1 415 856,77	
RECETTE	1 492 497,77	50 000,00	1 442 497,77	-
ADEME sur la MO	34 980,00	6 996,00	20 988,00	6 996,00
ADEME sur les travaux	600 000,00		480 000,00	120 000,00
FCTVA	244 829,33		8 202,00	236 627,33
FDUCAMVS	304 384,07		243 507,26	60 876,81
Part à charge	308 304,36	43 004,00	689 800,51	- 424 500,15

Le Conseil Municipal est invité à approuver la création de l'autorisation de programme et les crédits paiement nécessaires à la création d'une unité de chaleur urbain et à autoriser le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à ce dossier.

Isabelle Mairiaux souligne qu'il y a de fortes augmentations entre les budgets avancés et les nouvelles sommes présentées. Elle interroge le maire sur la création de ce nouveau réseau de chaleur pensant qu'à la base il était inclus dans la rénovation du centre administratif. Elle s'inquiète en outre de ces dépenses au regard des efforts qui seront demandés aux collectivités locales. Monsieur le Maire informe que grâce au Pacte de réussite, la part de l'Etat est déjà versée sur les deux projets (Centre administratif et salle Ladoumègue) et qu'il n'y a donc pas de doute sur le versement de l'Etat même s'il déplore une fois de plus que le gouvernement projette de mettre à nouveau les collectivités à contribution.

Répondant aux craintes de l'opposition face aux projets de création d'un cinéma de 6 salles, Monsieur Baudoux explique que l'investisseur table justement sur ce chiffre pour assurer la rentabilité du site en garantissant plus de variété.

Sur la création du réseau de chaleur, il souligne que ce dernier pourrait desservir les deux écoles Stiévenart, la salle de sports et que ce projet ne se fera qu'au regard de l'obtention des subventions escomptées. Quant à l'emprunt, Monsieur Baudoux répète qu'il est clairement assumé afin de ne pas le faire reposer sur une seule génération. Engagé sur 40 ans, ce prêt s'élève à 50 000 € par an et qu'il doit être réfléchi au regard des économies d'énergie réalisées.

Vote : Majorité – 3 Abstentions (Mmes Caron et Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

10) SUBVENTION COMPLEMENTAIRE A L'ENTENTE FEIGNIES AULNOYE

En lien avec l'accession en Nationale 2 de l'équipe Elite de l'Entente Feignies Aulnoye FC lors de la saison 2023/2024, et de façon à accompagner le club dans cette dynamique,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le versement d'une subvention complémentaire à l'Entente Feignies Aulnoye FC à hauteur de 15 000€ pour le compte de l'exercice 2024.

Vote : Unanimité

11) SUBVENTION COMPLEMENTAIRE AU SAHB

En lien avec l'accession en 1ère division féminine de l'équipe Elite du Sambre Avesnois Handball acquise au terme de la saison 2023/2024, et de façon à accompagner le club dans cette dynamique,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le versement d'une subvention complémentaire au Sambre Avesnois Handball à hauteur de 15 000€ pour le compte de l'exercice 2024.

Vote : Unanimité

12) SUBVENTION ASSOCIATION DE L'AMICALE DU PERSONNEL D'AULNOYE - AYMERIES

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le maire à verser une subvention de 41 347 € à l'Amicale d'Aulnoye-Aymeries selon les modalités reprises dans la convention d'objectifs et de moyens.

Vote : Unanimité

13) SUBVENTION ASSOCIATION LES LUCIOLES DU DESERT

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser le maire à verser une subvention de 750 € à l'association Les Lucioles du désert.

Le Conseil municipal est invité à autoriser le versement de cette subvention.

Vote : Unanimité

14) SUBVENTION ASSOCIATION L'ECHO DES CHATS LIBRES SAMBRIENS

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le maire à verser une subvention de 500 € à l'association des chats libres.

Vote : Unanimité

15) EFFACEMENT DE LA DETTE DE MONSIEUR ET MADAME MARTINS

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 notamment la procédure relative aux créances éteintes ;

Vu le courriel en date du 24 avril 2024 du Trésor public stipulant l'effacement de dette en faveur de Monsieur et Madame Martins,

Vu que chaque année et ce malgré les différentes procédures de recouvrement mises en place par le Trésor Public, certaines créances demeurent irrécouvrables.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

- les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes).

- les créances éteintes. On constate l'extinction de ces créances, définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou de sociétés titulaires de marchés publics. Ces créances sont annulées par décision judiciaire (clôture insuffisante d'actif, règlement judiciaire, surendettement décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la ville et la trésorerie ne pourront plus tenter d'action de recouvrement.

Le Conseil municipal est invité à procéder à l'admission en créances éteinte d'une dette pour insuffisance d'actif d'un montant de 314, 64 €.

Vote : Unanimité

16) ADMISSION EN CREANCES ETEINTES POUR INSUFFISANCE DE LA SOCIETE BEYLS

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 notamment la procédure relative aux créances éteintes ;

Vu le courriel en date du 18 juin 2024 du Trésor public nous demandant l'admission en créances éteintes pour insuffisance d'actif de la société de Beyls Jacqueline

Le Conseil Municipal est invité à procéder à l'admission en créances éteinte d'une dette pour insuffisance d'actif d'un montant de 45, 62 €.

Vote : Unanimité

17) CREANCE EFFACEMENT DE LA DETTE SOCIETE DOS SANTOS

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 notamment la procédure relative aux créances éteintes ;

Vu le courriel en date du 19 juin 2024 du Trésor public nous demandant l'admission en créances éteintes pour insuffisance d'actif de la société de SAS SANTOS GODIN.

Le Conseil Municipal est invité à procéder à l'admission en créances éteinte d'une dette pour insuffisance d'actif d'un montant de 1 463, 86 €.

Vote : Unanimité

18) REAMENAGEMENT DE L'EMPRUNT GARANTIE N° 156242 AU PROFIT DU BAILLEUR SOCIAL PROMOCIL

Pour rappel, une garantie d'emprunt engage la collectivité en cas de défaillance du débiteur à assumer l'exécution de l'obligation ou de payer à sa place les annuités du prêt garanti. Il est à préciser que depuis sa création par la loi, le 1er janvier 2015, l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) est chargée d'une mission de contrôle et d'évaluation relative au logement social. Cet établissement public administratif de l'État placé sous la double tutelle des ministres chargés du logement et de l'économie participe à garantir la sécurisation de l'environnement dans lequel la garantie d'emprunt de la Ville intervient. La garantie d'emprunt des collectivités permet donc de garantir des emprunts en faveur des nouvelles opérations de logement social.

Cette décision s'inscrit notamment dans la stratégie et les orientations fixées par le Programme Local de l'Habitat (PLH). Elle permet aux bailleurs sociaux de bénéficier de prêts à des conditions privilégiées, permettant ainsi de dégager de nouvelles capacités financières pour de futurs projets.

Elle a donc un effet de levier sur la production et la réhabilitation de logements sociaux sur le territoire.

Deux prêts sont concernés par la présente garantie.

- Montant avant renégociation : 1 679 650.18 €

Montant après renégociation : 1 751 214.25 €

- Avant renégociation : Prêt indexé sur l'inflation +2.28

Après renégociation : Prêt indexé sur le livret A+1.50

Vote : Unanimité

19) DELIBERATION FIXATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT SUITE AU PASSAGE A LA M57

Monsieur le Maire expose que la ville d'Aulnoye-Aymeries s'est engagée à appliquer la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2024. L'instruction M57 prévoit que l'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, à compter de la date effective d'entrée en service du bien dans le patrimoine de la collectivité. La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations et permet de mettre en place un assouplissement de gestion très encadré permettant des virements de crédits entre chapitres.

Il est proposé les durées d'amortissement suivantes, ces durées correspondent aux durées habituelles d'utilisation des biens. Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

Le Conseil Municipal est invité à adopter les durées d'amortissement telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessus et à autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

Vote : Unanimité

SERVICES TECHNIQUES – PATRIMOINE - URBANISME

Sylvie Tournay, adjointe en charge de l'urbanisme et du logement, fait lecture du point suivant.

20) SCCV PICASSO : DECLASSEMENT DE LA PARCELLE AX142

En complément de la délibération 425, approuvée à l'unanimité lors de la séance du 10 Octobre 2023, actant la désaffectation de la parcelle AX142, il est demandé au Conseil Municipal de pouvoir procéder au déclassement du domaine public de cette parcelle d'espaces verts AX142 afin de permettre la réalisation de l'opération immobilière portée par la SCCV Picasso.

Le Conseil municipal est invité à autoriser le déclassement de la parcelle d'espaces verts AX142 afin de permettre la réalisation de l'opération, portée par la SCCV Picasso.

Vote : Unanimité

21) CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT RELATIVE A LA CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE SUR LA RD33 RUE DE L'HOTEL DE VILLE AU NIVEAU DE LA RESIDENCE SERVICE

Dans le cadre de notre demande de subvention réalisée en 2024 pour l'opération reprise en objet, il convient de signer avec le Département du Nord la convention ad hoc afin de permettre la réalisation de ces travaux concomitamment avec la construction et la livraison des logements Promocil prévu au 4^{ème} trimestre 2024.

Le montant global des travaux est de 42 934 € HT.

La subvention demandée est de 25 000 €

Il est précisé que les dépenses liées à cet aménagement sont inscrites au BP 2024.

Après lecture faite par Serge Bernard, adjoint aux travaux, l'assemblée approuve unanimement le point.

22) CESSIION DE L'ANCIENNE MAIRIE D'AYMERIES AU 1 RUE WAUTIER ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC APRES DECLASSEMENT

M et Mme MAILLET Gilles et Janine de Leval souhaite acquérir l'ancienne mairie d'Aymeries, référencée A0731 au cadastre, afin d'y réaliser un gîte sous le Label Gîte de France comme les deux que le couple possède déjà sur Leval.

De plus, ils souhaitent acquérir également un parcelle de terrain aujourd'hui appartenant au domaine public afin d'agrandir l'espace extérieur de ce bien.

Après le bornage par un géomètre expert, dépense qui sera supportée par la collectivité, il conviendra de déclasser cette parcelle pour ensuite la céder avec le bien bâti au 1 rue Wautier à M et Mme Maillet.

Selon la proposition ci-dessous, M et Mme Maillet souhaite acquérir l'ensemble pour 25 000€.

Pour info - **Couts à prévoir :**

Géomètre 1506 € TTC + Diagnostics immobiliers : 580 € TTC

Le Conseil Municipal est invité à autoriser la cession de l'ancienne mairie d'Aymeries à M et Mme Maillet pour la somme de 25 000 €.

Les élus sont satisfaits de la prochaine vocation touristique de ce site.

Vote : Unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

23) PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : PARTICIPATION PREVOYANCE OBLIGATOIRE AU 01/01/2025

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents est facultative.

Cette participation deviendra obligatoire :

- pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum, à ce jour, de 7 € brut mensuel,
- pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum, à ce jour, de 15 € brut mensuel.

Voici les montants versés actuellement par la collectivité :

Pour le maintien de salaire/prévoyance (sur présentation d'un justificatif de labellisation)

MONTANT MENSUEL DE LA COTISATION	PARTICIPATION EMPLOYEUR ACTUELLE
Inférieur ou égal à 12 €	3 €
Compris entre 12.01 € et 16 €	4 €
Compris entre 16.01 € et 20 €	5 €
Compris entre 20.01 € et 24 €	6 €
Compris entre 24.01 € et 28 €	7 €
Compris entre 28.01 € et 32 €	8 €
Compris entre 32.01 € et 36 €	9 €

Compris entre 36.01 € et 40 €	10 €
Compris entre 40.01 € et 44 €	11 €
Compris entre 44.01 € et 48 €	12 €
Compris entre 48.01 € et 52 €	13 €
Compris entre 52.01 € et 56 €	14 €

Pour la participation mutuelle, la collectivité respecte le montant minimal de 15 € qui sera obligatoire au 01/01/2026.

Par contre, le Conseil Municipal est invité à se pencher sur la participation de la commune sur la prévoyance.

Le montant minimum au 01/01/2025 étant de 7 €, la commune doit revoir sa participation.

Le nombre d'agents concernés actuellement : 69

Le coût actuel pour la commune est de : 837 €/mois

Dans un souci d'équité et afin de respecter les nouvelles directives, le Bureau Municipal du 29 Août 2024 a décidé d'augmenter la participation de la commune à 7 € pour les cotisations comprises entre 7 € et 24 € et de conserver le même taux de participation communale (ci-dessus comme tel) à partir de 24.01 € (à noter : seuls 2 agents sont concernés).

Ce point sera ajouté à l'ordre du jour du Comité Social Territorial le 19 septembre 2024.

Dans cette optique, le conseil municipal est invité à autoriser la commune à augmenter la participation à 7 € pour toutes les premières tranches de cotisation.

Vote : unanimité.

24) MODIFICATION DU VERSEMENT DU REGIME INDEMNITAIRE DURANT UN TEMPS PARTIEL THERAPEUTIQUE

En application des dispositions du 4° bis de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le fonctionnaire autorisé à travailler à temps partiel pour raison thérapeutique perçoit l'intégralité de son traitement. La circulaire interministérielle du 15 mai 2018 précise que le fonctionnaire perçoit également l'intégralité de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement et de la nouvelle bonification indiciaire, le cas échéant.

Concernant le régime indemnitaire, la circulaire précitée indique que le montant des primes et indemnités est calculé au prorata de la durée effective du service. L'article 1^{er} du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés réserve le maintien des primes et indemnités dans les mêmes proportions que le traitement à certains types de congés, tel que le congé de maladie ordinaire ou le congé de maternité.

Sur ce fondement, les employeurs territoriaux ont, en vertu du principe de parité, la possibilité de maintenir le régime indemnitaire des agents placés dans une situation analogue à ceux de la fonction publique de l'Etat. Or, le temps partiel pour raison thérapeutique, qui ne constitue pas un congé, ne figure pas dans le champ du décret du 26 août 2010 précité.

C'est la raison pour laquelle les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de leur régime indemnitaire au prorata de leur durée effective de service. **Les membres du Conseil municipal sont invités à délibérer sur la modification du versement du régime indemnitaire en fonction du prorata de la durée effective de service lorsque l'agent est en position de temps partiel thérapeutique.**

Isabelle Mairiaux, conseillère, s'interroge sur l'application tardive de cette mesure (décrets de 2010 et 2018) qui selon elle pénalise des agents déjà touchés par la maladie. Fabien Thurette, DGS, lui explique qu'il convient pour la municipalité de respecter les dispositions légales en faisant coïncider le régime indemnitaire avec le temps de travail effectif et que cet ajustement fait suite à une observation du centre de gestion. Monsieur Thurette estime que par ailleurs cette mesure est équitable et qu'il ne

faut pas confondre le temps partiel thérapeutique avec le congé longue maladie. Monsieur Baudoux rappelle que la ville n'a pas hésité à prendre des décisions favorables aux agents : titres restaurant, prime de pouvoir d'achat, CIA. Il précise qu'il s'agit également de protéger les agents concernés qui pourraient être amenés à devoir rembourser en cas de contrôle.

Madame Mairiaux déplore néanmoins un défaut d'information chiffré et précis sur cette problématique.

Vote : Majorité – 3 Contre (Mmes Caron, Mairiaux et M. Palmiste par procuration).

Pour compléter l'information et comme convenu, la collectivité est en mesure de préciser que depuis 2018 la prise en charge du temps partiel thérapeutique avec un régime indemnitaire non proratisé a coûté 12 144 € de surplus.

La collectivité précise également que les dispositions adoptées en conseil municipal au titre de la protection sociale complémentaire permettent aux agents de bénéficier d'un maintien de salaire en cas de maladie.

25) MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 01/10/2024

Vu le retour de la commission des promotions internes du Centre de Gestion du Nord,

Vu l'inscription sur liste d'aptitude de 4 agents de la commune,

La direction des ressources humaines demande aux membres de l'assemblée de modifier le tableau des emplois permanents comme suit au 01/10/2024 :

Création de 2 postes d'agent de maîtrise à temps complet et d'1 poste d'agent de maîtrise à Temps non complet 28 h. (1 poste à temps complet étant vacant).

Le Conseil Municipal est invité à autoriser la commune à procéder à la modification du tableau des emplois permanents à compter du 1^{er} Octobre 2024.

Vote : Unanimité

CULTURE

26) FIXATION DES PRIX DE VENTE DES DOCUMENTS DESHERBES

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que dans le cadre du désherbage régulier des collections de la médiathèque Pierre Briatte, une vente des documents mis au rebus est envisagée deux fois par an (à l'automne et au printemps).

Les documents désherbés sont variés : livres, BD, album jeunesse, revues, CD, DVD...

A la suite de l'extension de la régie de recettes permettant de percevoir des droits de place dans le cadre des événements culturels organisés par la ville, la médiathèque fixe les prix de vente des documents désherbés comme suit :

- 1€ ; 3€ ; 5 € selon l'état et l'actualité du document.

Le Conseil Municipal donne son accord pour procéder à la vente des documents désherbés aux prix fixés par la présente délibération.

Vote : Unanimité

EDUCATION – JEUNESSE - ENFANCE

27) AGREMENT COLLECTIF SERVICE CIVIQUE

Les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent engager des volontaires pour des missions d'intérêt général dans l'un des neuf domaines prioritaires reconnus par la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Le service civique s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap), sans condition de diplôme, désireux de s'engager pour une période de 8 mois auprès d'une association ou d'une personne morale de droit public, pour accomplir une mission d'intérêt général.

Les missions de service civique doivent permettre d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'impact d'actions existantes en touchant davantage de bénéficiaires, ou de renforcer la qualité du service déjà rendu par les agents à la population. A ce titre, le volontaire ne peut être indispensable au fonctionnement courant de l'organisme et ne pas exercer de tâches administratives et logistiques liées aux activités quotidiennes de l'organisme (secrétariat, accueil téléphonique, gestion des ressources humaines...).

Plusieurs conditions doivent être remplies par l'organisme d'accueil pour recourir au service civique :

- les volontaires doivent être engagés sur des missions utiles à la société, permettant de répondre aux besoins de la population et des territoires,
- les volontaires doivent intervenir en complément de l'action public et ne doit pas s'y substituer,
- les missions proposées dans le cadre du service civique s'adressent à tous les jeunes de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) et ne peuvent pas exclure les jeunes n'ayant pas de diplômes ou de qualification.

Le contrat de service civique n'est pas un contrat de travail : il ne relève pas du code du travail mais du code du service national.

Un agrément est délivré pour trois ans. Un tuteur doit être désigné au sein de l'organisme d'accueil.

Les volontaires recevront une indemnité de l'État et la protection sociale sera prise en charge. Les frais d'alimentation et de transport peuvent être couverts par une indemnité complémentaire, conformément à l'article R 121-25 du Code du Service National.

Le Conseil Municipal est invité à :

- autoriser la mise en place de l'agrément collectif Service Civique à compter septembre 2024.
- autoriser le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès de la SDJES Hauts de France,
- autoriser le Maire, à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales.

Vote : Unanimité

ADDITIF

1) SUBVENTION 2024 VERSEE A L'ASSOCIATION COMITE DE JUMELAGE AVEC QUEDLINBURG

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser le maire à verser une subvention de 2 000 € à l'association « Comité de jumelage entre la ville d'Aulnoye-Aymeries et Quedlinburg ».

Le Conseil Municipal est invité à :

- **Autoriser** le maire à signer les conventions reprenant les droits et obligations des parties ;
- **Donner** son accord pour le versement de la subvention 2024 d'un montant de 2 000 € ;

Dit que les crédits sont prévus au Budget Supplémentaire 2024.

Vote : Unanimité (Michel Wager ne prend pas part au vote)

RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS

- 517 : Présentation et approbation du PLH 2025 – 2030
- 518 : Budget supplémentaire du budget principal ville
- 519 : Budget supplémentaire du budget annexe CSC Florentine
- 520 : Budget supplémentaire du budget annexe Bâtiment centre ville
- 521 : Modification des modalités de versement de la contribution versée du budget principal au budget annexe Florentine
- 522 : Reversement d'une partie de l'excédent 2023 au budget annexe bâtiment centre ville
- 523 : Modification AP/CP requalification du centre administratif
- 524 : Modification AP/CP Ladoumègue
- 525 : Création de l'AP/CP : construction d'une unité de chaleur urbaine
- 526 : Subvention complémentaire EFAC
- 527 : Subvention complémentaire SAHB
- 528 : Subvention à l'amicale du personnel d'Aulnoye
- 529 : Subvention aux Lucioles du désert

- 530 : Subvention complémentaires à l'Echo des chats libres sambriens
- 531 : Effacement de la dette de M et Mme Martins
- 532 : Créances éteintes Mme Jacqueline Beyls
- 533 : Créances éteintes Dos Santos
- 534 : Réaménagement de l'emprunt de garantie au profit de Promocil
- 535 : Fixation des durées d'amortissement suite au passage de la M57
- 536 : Déclassement de la parcelle AX142 – Projet SCCV Picasso
- 537 : Convention avec le département pour la création d'un passage surélevé Rue de l'Hôtel de ville
- 538 : Cession de l'ancienne mairie d'Aymeries
- 539 : Participation prévoyance au 1/01/2025
- 540 : Modification du versement du régime indemnitaire durant un temps de travail thérapeutique
- 541 : Modification du tableau des emplois permanents au 1/10/2025
- 542 : Fixation du prix de vente des documents désherbés
- 543 : Agrément collectif service civique
- 544 : Subvention au comité de jumelage